

Annexe C

L'établissement de rapports

Il arrive régulièrement que le Canada doive traiter une quantité significative de données. Ces données seront requises pour produire divers types de renseignements, y compris notamment des rapports qui traitent de questions bien précises. Les données sont stockées de différentes manières et sont souvent transmises entre les systèmes internes, les ministères et les organismes du Canada, conformément aux exigences relatives à la transmission et le stockage à long terme sécuritaires. Ces données sont utilisées aux fins de référence historique, d'exigences en matière d'établissement de rapports, de réponse aux demandes variées, de gestion du rendement et de prise de décisions.

Le Canada fait appel à différents systèmes d'information financière, opérationnelle et de gestion dans l'administration de la date et de la prestation des services immobiliers qu'il offre. Ces systèmes sont indispensables à l'application des pratiques obligatoires d'établissement de rapports, en plus de constituer d'excellents outils, qui lui permettent de respecter son engagement envers l'excellence du service.

La présente section comprend la description des données électroniques devant être fournies par le fournisseur de services pour le répertoire des données du Canada et, plus précisément, pour les indicateurs de rendement décrits à l'annexe A, Cadre de mesure du rendement. Dans le cadre de ce marché, le fournisseur de services est tenu de traiter uniquement des renseignements non classifiés.

Documents Protégés ou Classifiés

Si le Canada considère que l'entrepreneur est requis de travailler avec des documents classifiés ou protégés « B », alors un protocole plus strict est requis. Les données seront traitées en utilisant un service de gestion pour le transfert sécurisé de fichiers (Managed Secure File Transfer - MSFT) ce qui permet aux ministères d'envoyer et recevoir des fichiers en sécurité en utilisant un chiffrement de l'algorithm. Cette exigence pourrait concerner les services de réalisation de projet pour les projets de plus de 500 000 \$ (services optionnels)

La portée des services inclurait :

- L'entrepreneur devrait utiliser une clé ICP Entrust, ou équivalent, pour crypter et transmettre des fichiers au sein du service MSFT.
- L'entrepreneur doit assurer que tous les postes de travail qui ont accès au transfert de fichiers de « Managed Security » devraient avoir le « Java 2 runtime Environment » Édition Standard version minimale installée 1.4.2.08.
- L'entrepreneur doit installer sur les postes de travail, comme demandé, le « Java Cryptography-Extension Jurisdiction Policy Files » qui lève les restrictions sur les points forts de chiffrement.
- L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les ports de données activés par le « client SFT » pare-feu réseau communiquera avec le service de MSFT. Cette information ainsi que le nom du domaine Canada sera fourni séparément par la dépense et approbation responsable technique.

Tableau 1 – Sommaire des données électroniques requises

Le tableau suivant identifie des exigences particulières en matière de rapports, mais l'entrepreneur est responsable d'examiner l'état des travaux afin de s'assurer que d'autres rapports « au besoin » sont fournis en conséquence.

Des données électroniques requises			
Référence de l'EDT	Exigence relative aux transactions	Fréquence	Date
2.2- satisfaction de la clientèle	une enquête annuelle sur la satisfaction de la clientèle	annuellement	le mois de mai
2.2- satisfaction de la clientèle	le plan d'action correspondant	annuellement	1 août
2.2- satisfaction de la clientèle	un bulletin pour les Occupants	Chaque trimestre	juillet octobre janvier avril
2.3 – Gestion de la qualité	Rapports sur la gestion du rendement	mensuel	Dixième jour de chaque mois
2.4 – Cadre de mesure du rendement	Selon la fréquence et le calendrier des indicateurs de performance (A/2)	Mensuel trimestriellement et annuellement*	10 juillet 10 octobre 10 janvier 10 avril*
3.3 – Bureau de service	Analyse/tendances des appels de service	mensuellement	dixième jour de chaque mois
3.4 – Gestion de l'entretien	Réalisation de l'entretien obligatoire	mensuellement	Dixième jour de chaque mois
	Réalisation de l'entretien prévu	mensuellement	dixième jour de chaque mois
	Calendrier annuel de planification	annuellement	Rapport initial - dû pendant la transition (section 9 de l'énoncé des travaux) le 1 décembre

Des données électroniques requises			
Référence de l'EDT	Exigence relative aux transactions	Fréquence	Date
3.6 - Nettoyage	Établir un calendrier des activités pour toutes les activités de nettoyage	annuellement	Rapport initial - dû pendant la transition (section 9 de l'énoncé des travaux) le 1 décembre
	Rapport d'inspection du nettoyage	mensuellement	10 juillet 10 octobre 10 janvier 10 avril*
3.7 – Gestion de l'énergie et des services publics	Budget des services publics annuels	annuellement	Rapport initial - dû pendant la transition (section 9 de l'énoncé des travaux) le 1 septembre
	Rapports de consommation	mensuellement	dixième jour de chaque mois
4.1- Services de réalisation de projets	État d'avancement du projet date d'achèvement prévue avec le projet date réelle d'achèvement	Chaque mois	Dixième jour de chaque mois
5.1 — Plan de Gestion des Immeubles (PGI)	Plan de Gestion des Immeubles (PGI)	annuellement	30 novembre
5.2 - Plans de continuité de l'infrastructure des immeubles	Plans de continuité des immeubles	annuellement	Rapport initial – dû pendant la transition 15 janvier
5.4 Plans de Continuité des activités	Plans de continuité des activités	annuellement	Rapport initial – dû pendant la transition 15 janvier
6.Gestion financière	Plan annuel	Chaque année	Rapport initial – dû pendant la transition 15 janvier

Des données électroniques requises			
Référence de l'EDT	Exigence relative aux transactions	Fréquence	Date
			Novembre 30
	Prévision annuelle	Deux fois par an	octobre 15 mars 15
	Coûts prévus/réels de plan de fonctionnement et d'entretien et écarts	Chaque mois	dixième jour de chaque mois
	Déclaration des coûts vérifiés de l'entrepreneur	annuellement	15 juillet
9. Transition	Plan de transition (voir l'énoncé des travaux pour les détails requis)	une fois	10 jours après l'attribution du contrat